

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

| | |
|---|--|
| Title - Sujet ECHELLE DE TIR GRAPHIQUE | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation W8486-136117/A | Date 2013-07-05 |
| Client Reference No. - N° de référence du client W8486-136117 | |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-107-23868 | |
| File No. - N° de dossier 107qf.W8486-136117 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-07-22 | Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT |
| F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Anam, Lily | Buyer Id - Id de l'acheteur 107qf |
| Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-2324 () | FAX No. - N° de FAX () - |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE CFSD MONTREAL 6363 RUE NOTRE DAME ST E. MONTREAL Quebec H1N3V9 Canada | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronics, Simulators and Defence Systems Div.

/Division des systèmes électroniques et des systèmes de
simulation et de défense

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Contrat de défense
12. Clauses du Guide des CCUA

Liste des annexes et appendices:

- Annexe A** Énoncé des travaux
Annexe B Critères obligatoires

- Appendice 1** Annexe 1 – Prix pour produits livrables

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-136117/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

107qfW8486-136117

Buyer ID - Id de l'acheteur

107qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8486-136117

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 2 des clauses du contrat éventuel (Partie 6 de ce document).

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 2013-06-01, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

1.1.1 Produits équivalents (B3000T, 2006-06-16)

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire:
 - a. indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
 - b. déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
 - c. fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
 - d. présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
 - e. indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
 - a. la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
 - b. le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais,

que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

1.1.2 Programme des marchandises contrôlées (A9131C, 2011-05-16)

1. Étant donné que le contrat nécessite la production de marchandises contrôlées ou l'accès à des marchandises contrôlées qui sont visées par la *Loi sur la production de défense*, L.R., 1985, ch. D-1, l'entrepreneur et tout sous-traitant sont avisés que, au Canada, seules les personnes inscrites, exemptées ou exclues en vertu du Programme des marchandises contrôlées (PMC) sont légalement autorisées à examiner, à posséder ou à transférer des marchandises contrôlées. L'entrepreneur trouvera des précisions sur la façon de s'inscrire au PMC à l'adresse: Programme des marchandises contrôlées.
2. Lorsque l'entrepreneur et tout sous-traitant proposé pour l'examen, la possession ou le transfert de marchandises contrôlées ne sont pas inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC au moment de l'attribution du contrat, l'entrepreneur et tout sous-traitant devront, dans les sept (7) jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, soumettre la ou les demandes d'inscription ou d'exemption requises au PMC. Aucun examen, possession ou transfert de marchandises contrôlées ne devra être effectué avant que l'entrepreneur ait prouvé, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC.

Le défaut de la part de l'entrepreneur de prouver, à la satisfaction de l'autorité contractante, que l'entrepreneur et tout sous-traitant sont inscrits, exemptés ou exclus en vertu du PMC dans les trente (30) jours suivant la réception d'un avis écrit d'attribution du contrat, sera considéré un manquement en vertu du contrat, sauf si le Canada est responsable de cette situation à cause d'un retard dans le traitement de la demande.

3. L'entrepreneur et tout sous-traitant doivent maintenir en vigueur leur inscription, leur exemption ou leur exclusion relative au PMC pendant la durée du contrat et, dans tous les cas, aussi longtemps qu'ils examineront, posséderont ou transféreront des marchandises contrôlées.

1.1.2.1 Marchandises contrôlées (B4060C, 2011-05-16)

Le contrat porte sur les marchandises contrôlées telles que définies dans l'annexe de la *Loi sur la production de défense*. L'entrepreneur doit signaler ces marchandises au ministère de la Défense nationale.

1.1.3 Condition du matériel (B1000T, 2007-11-30)

Le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et (ou) du numéro de pièce pertinent, en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier et 2 copies électroniques sur CD, DVD)

Section II : Soumission financière (2 copies papier et 2 copies électroniques sur CD, DVD)

Section III : Attestations (2 copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Prix - articles

Les soumissionnaires doivent proposer des prix fermes pour tous les articles énumérés dans l'Appendice 1 Annexe 1 – Prix pour produits livrables.

1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2010-01-11) Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les critères d'évaluation techniques obligatoires sont décrits en détail dans l'annexe B "Critères obligatoires", jointe à la demande de soumissions.

1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* A0220T (2013-04-25) Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - Articles multiples (A0272T, 2010-08-16)

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux – attestation (A3031T, 2010-08-16)

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise ou le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a. () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b. () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, L.C. 1995, ch. 44;
- c. () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d. () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) [achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A 2013-04-25, Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 30 août 2013.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Lily Anam
Agente d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'acquisition des systèmes électroniques, de munitions et systèmes tactiques
Place du Portage, Phase III, 8C2
11, rue Laurier
Gatineau, Québec
K1A 0S5

Téléphone: 819-956-2324
Télécopieur: 819-956-5650
Courriel: Lily.Anam@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique

(L'information sera insérée au moment de l'attribution du contrat.)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone: ____ ____ _____

Télécopieur: ____ ____ _____

Courriel: _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom: _____

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone: ____ ____ _____

Télécopieur: ____ ____ _____

Courriel: _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, selon un montant total de _____ \$ (le montant sera inséré au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.3 Méthode de paiement - Paiements multiples (H1001C, 2008-05-12)

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si:

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7. Instructions relatives à la facturation (H5001C, 2008-12-12)

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé "Présentation des factures" des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés au consignataire pour attestation et paiement.
- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé "Responsables" du contrat.
- c. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'adresse suivante.

Ministère de la Défense nationale (MDN)

_____ (L'adresse sera insérée au moment de l'attribution du contrat.)

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010A 2013-04-25, Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (la date de la soumission sera inscrite au moment de l'attribution du contrat).

11. Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

Le contrat est un contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. 1985, ch. D-1, et est régi par cette loi.

Le droit de propriété sur les travaux ou les matériaux, pièces, travaux en cours ou achevés, appartient au Canada, libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude. Le Canada peut, à tout moment, retirer, vendre ou aliéner les travaux en tout ou en partie conformément à l'article 20 de la *Loi sur la production de défense*.

12. Clauses du *Guide des CCUA*

12.1 Marchandises contrôlées

Le contrat porte sur les marchandises contrôlées telles que définies dans l'annexe de la *Loi sur la production de défense*. L'entrepreneur doit signaler ces marchandises au ministère de la Défense nationale.

12.2 ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (code de l'assurance de la qualité C)

L'entrepreneur doit mettre en place un système d'assurance de la qualité propre à la portée des travaux à exécuter. Il est recommandé que le système d'assurance de la qualité soit basé sur l'ISO 9001:2008 "Systèmes de management de la qualité - Exigences".

L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer tous les essais et inspections nécessaires permettant d'établir que le matériel ou les services fournis sont conformes aux dessins, aux spécifications et aux exigences du contrat. L'entrepreneur doit conserver des registres d'inspection exacts et complets qui devront, sur demande, être mis à la disposition du représentant autorisé du ministère de la Défense nationale (MDN), qui peut en faire des copies et en tirer des extraits pendant l'exécution du contrat et pendant une période d'un (1) an suivant la fin du contrat.

Malgré ce qui précède, tout le matériel pourra être vérifié et accepté par le MDN au point de destination. Le représentant autorisé du MDN au point de destination pourra être le destinataire, le responsable technique ou le responsable de l'assurance de la qualité.

Malgré ce qui précède, tout le matériel pourra être vérifié et accepté par le MDN au point de destination. Le représentant autorisé du MDN au point de destination pourra être le destinataire, le responsable technique ou le responsable de l'assurance de la qualité.

12.3 Préparation de la livraison

L'entrepreneur doit préparer tous les articles pour la livraison conformément à la dernière version de la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes *D-LM-008-036/SF-000*, Exigences du MDN en matière d'emballage commercial du fabricant.

L'entrepreneur doit emballer tous les articles séparément, à raison d'une (1) unité par paquet.

12.4 Instructions d'expédition (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur _____ (L'information sera insérée au moment de l'adjudication du contrat.) selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

(Avant l'adjudication du contrat, une des options suivantes a), b), c) ou d) sera choisie et les options non utilisées seront supprimées.)

a. Lorsque l'entrepreneur est situé entre Kingston (inclusivement) et la frontière entre l'Ontario et le Manitoba:

Logistique intégrée de la région centrale (LIRC)
Téléphone 1-866-371-5420 (sans frais)
Télécopieur 1-866-419-1627 (sans frais)
Courriel ILCA@forces.gc.ca

OU

b. Lorsque l'entrepreneur est situé au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et dans la région de la capitale nationale, y compris la région à l'est de Kingston:

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)
Téléphone 1-877-877-7423 (sans frais)
Télécopieur 1-877-877-7409 (sans frais)
Courriel ILHQOttawa@forces.gc.ca

OU

c. Lorsque l'entrepreneur est situé au Québec:

Logistique intégrée de la région du Québec
Téléphone 1-866-935-8673 (sans frais), ou
1-514-252-2777, poste 2323, 2852 ou 4673
Télécopieur 1-866-939-8673 (sans frais), ou
1-514-252-2911
Courriel 25DAFCTrafficeQM@forces.gc.ca

OU

d. Lorsque l'entrepreneur est situé dans la région de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador) :

Logistique intégrée de la région de l'Atlantique (LIRA)

Téléphone 1-902-427-1438

Télécopieur 1-902-427-6237

Courriel FLogLAA@forces.gc.ca

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au centre de coordination de la logistique intégrée du MDN:

- a. le numéro du contrat;
- b. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
- c. la description de chaque article;
- d. le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- e. le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- f. les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international ou du Règlement sur le transport par mer des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.

6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

OU

12.4 Instructions d'expédition (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur _____ (L'information sera insérée au moment de l'adjudication du contrat.) selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

(Avant l'adjudication du contrat, une des options suivantes a), b), c) ou d) sera choisie et les options non utilisées seront supprimées.)

a. Lorsque l'entrepreneur est situé aux États-Unis (É.-U.):

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)

Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)

Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)

Courriel : ILHQottawa@forces.gc.ca

OU

b. Lorsque l'entrepreneur est situé au Royaume-Uni ou en Irlande:

Logistique intégrée du Royaume Uni (LIRU)

Téléphone : 011-44-1895-613023, ou

011-44-1895-613024, ou

Télécopieur : 011-44-1895-613047

Courriel : CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca

De plus, l'entrepreneur doit envoyer au LIRU le formulaire "Shipping Advice and Export Certificate", dûment complété, par courriel à: CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca.

La livraison de tout article excédant 600 livres sterling (GPB) exporté du Royaume-Uni et de l'Irlande sera dédouané par le MDN selon les nouveaux systèmes britanniques d'exportation et de tarifs douaniers "Her Majesty's Customs & Excise" (HMCE) New Export Systems (NES). L'entrepreneur doit respecter les exigences de "HMCE" en s'enregistrant auprès de cette organisation ou en laissant le soin à un transitaire d'assurer l'entrée des envois au Canada. Une copie imprimée de la section Export Declaration dans les "NES", indiquant clairement le numéro "Declaration Unique Consignment Reference Number", doit être fournie par l'entrepreneur et jointe à l'envoi. L'entrepreneur doit s'assurer que cette procédure est exécutée pour tout le matériel, qu'il s'agisse d'exportation d'articles d'achat initial ou d'articles de réparation et de révision. "HMCE" autorisera à l'Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) à expédier les biens seulement si la procédure a été suivie de façon intégrale et convenable par l'entrepreneur.

OU

c. Lorsque l'entrepreneur est situé dans un pays autre que le Canada, les É.-U., le Royaume-Uni ou l'Irlande:

Logistique intégrée de l'Europe (LIE)

Téléphone : +49-(0)-2451-717199 ou 717200

Télécopieur : +49-(0)-2451-717189

Courriel : ILEA@forces.gc.ca

OU

d. Dans le cas de ventes de matériel militaire des États-Unis à l'étranger:

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)

Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)

Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)

Courriel : ILHQottawa@forces.gc.ca

Le Canada est responsable du choix de l'entreprise de transport pour l'expédition des biens fournis en vertu du contrat de vente de matériel militaire à l'étranger. Les instructions sur la façon de procéder pour obtenir du Canada le choix de l'entreprise de transport se trouvent dans le « Military Assistance Program Address Directory » du Département de la défense des É.-U. (DoD 4000.25-8-M), sous l'Indicateur des instructions spéciales (IIS) pour le Canada. L'entrepreneur ne doit pas expédier les biens tant que les instructions correspondant à l'indicateur IIS n'ont pas été respectées.

(Avant l'attribution du contrat, les paragraphes suivants soit ceux de 3 à 7 seront insérées pour toutes les options ci-dessus, sauf pour l'option d) Ventes de matériel militaire des É.-U. à l'étranger.)

3. Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au Centre de coordination de la logistique intégrée du MDN:

- a. le numéro du contrat;
- b. l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);
- c. la description de chaque article;
- d. le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);
- e. le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;
- f. une copie de la facture commerciale (conformément à l'article 4 de la clause C2608C du clauses et conditions uniformisées d'achat) ou une copie du formulaire CI1 Facture des Douanes Canadiennes (PDF 429Ko) - (Aide sur les formats de fichier), de l'Agence des services frontaliers du Canada;
- g. les codes de la « Schedule B » (pour l'exportation) et les codes du tarif douanier harmonisé (pour l'importation);
- h. le certificat d'origine de l'Accord libre-échange nord-américain (conformément à l'article 2 de la clause C2608C), applicable seulement aux États-Unis et au Mexique);
- i. les détails complets sur les matières dangereuses selon les exigences du mode de transport applicable, les certificats nécessaires à l'expédition dûment signés, en vertu des dispositions applicables du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international, ou du Règlement sur le transport par mer des marchandises dangereuses du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche signalétique.

4. Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport, et des documents douaniers.

5. L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens sans avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du point de contact en matière de logistique intégrée du MDN.

6. Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus seront transférés au Canada après un délai de trente (30) jours

suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou trente (30) jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

12.5 Marchandises excédentaires

La quantité de marchandise que l'entrepreneur doit livrer est spécifiée dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable des marchandises excédentaires livrées, peu importe si ces marchandises ont été livrées volontairement ou suite à une erreur de la part de l'entrepreneur. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour la livraison de marchandises excédentaires, et il ne retournera pas lesdites marchandises à l'entrepreneur, sauf si ce dernier accepte de payer tous les coûts liés à leur retour, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts administratifs, d'expédition et de manutention. Le Canada se réserve le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

12.6 Marquage

L'entrepreneur doit s'assurer que le nom du fabricant et le numéro de pièce sont clairement estampillés ou gravés sur chaque article aux fins d'identification formelle.

12.7 Étiquetage

L'entrepreneur doit s'assurer que les numéros du fabricant et de la spécification apparaissent sur chaque article, soit imprimés sur le conteneur ou sur une étiquette adhésive rencontrant la plus haute norme commerciale apposée sur le conteneur.

12.8 Ensembles incomplets

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité contractante.

12.9 Palettisation

1. Pour tous les envois qui excèdent 0,566 m³ ou 15,88 kg (20 pi³ ou 35 lbs), à l'exception des envois faits par messageries, les conditions suivantes s'appliquent:

a. L'entrepreneur doit cercler, et au besoin envelopper, les marchandises sur des palettes de bois standard de 1,22 m x 1,02 m (48 po x 40 po). La palette à quatre entrées doit être fournie, sans frais, au ministère de la Défense nationale. La hauteur totale, palettes y compris, ne doit pas dépasser 1,19 m (47 po). La charge unitaire ne doit pas dépasser aucun bords de la palette de plus de 2,54 cm (1 po).

b. L'entrepreneur doit regrouper les articles identifiés d'un même numéro de stock (sur la même palette). Les palettes composées de plus d'un numéro de stock doivent être identifiées "Articles mixtes".

c. Les articles individuels mesurant plus de 1,22 m (48 po) de longueur ou pesant plus de 453,6 kg (1000 lbs) doivent être arrimés à des palettes plus larges ou doivent être montés sur des patins de 10,16 cm x 10,16 cm (4 po x 4 po) bien attachés au bas de l'article. Les patins doivent être séparés par un minimum de 71,12 cm (28 po).

2. Toute exception à ces exigences doit être approuvée au préalable par l'autorité contractante.

12.10 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable

des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

12.11 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

12.12 Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit :

- a. Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention: "À l'attention de l'agent de réception";
- b. Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c. Une (1) copie à l'autorité contractante;
- d. Une (1) copie au:

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2

À l'attention de: _____ (L'information sera donnée lors de l'attribution du contrat.)

- e. Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f. Une (1) copie à l'entrepreneur; et
- g. Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au:

DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101 promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2
Courriel :ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

12.13 Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

À moins d'avis contraire du responsable de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale (MDN), la signature du représentant de l'assurance de la qualité du MDN n'est pas exigée sur le document de sortie.

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen du formulaire FC1280 du MDN, Certificat de libération, d'inspection et de réception, ou d'un document de sortie contenant les mêmes données. L'entrepreneur doit préparer le(s) document(s) de sortie.

OU

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8486-136117/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

107qfW8486-136117

Buyer ID - Id de l'acheteur

107qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8486-136117

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

12.13 Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen d'un certificat de conformité, conformément au STANAG 4107 de l'OTAN, qui doit être préparé par l'entrepreneur.

OU

12.13 Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi aux États-Unis

Le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen du formulaire "DD 250, Material Inspection and Receiving Report" ou un document de sortie contenant les mêmes données et accepté par le représentant de l'assurance de la qualité L'entrepreneur doit préparer le(s) document(s) de sortie.

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX RELATIF À
LA FABRICATION DES
ÉCHELLES DE TIR DU MORTIER 81 mm EN FORME D'ÉVENTAIL**

BPR : DAPES 4-3

11 juillet 2012
Modifié le 11 juin 2013

TABLE DES MATIÈRES

| | Page |
|---|------|
| LISTE DES ACRONYMES | 3 |
| 1.0 PORTÉE | 3 |
| 1.1 Objet | 3 |
| 1.2 Contexte | 3 |
| 2.0 DOCUMENTS PERTINENTS | 3 |
| 2.1 Ordre de préséance des documents | 3 |
| 2.2 Documents du MDN | 3/4 |
| 2.3 Normes militaires | 4 |
| 2.4 Autres publications | 4 |
| 2.5 Tableau des dessins du JDT pertinent | 4 |
| 3.0 EXIGENCES | 5 |
| 3.1 Généralités | 5 |
| 3.2 Matériaux | 5 |
| 3.3 Dimensions | 5 |
| 3.4 Gravure | 5 |
| 3.5 Matériel de référence | 5 |
| 3.6 Emballage | 6 |
| 4.0 ASSURANCE DE LA QUALITÉ | 6 |
| 4.1 Spécifications | 6 |
| 4.2 Vérification/contrôle des premiers articles de production | 6 |
| 5.0 GESTION DU PROGRAMME | 6 |
| 5.1 Liaison avec le responsable technique (RT) | 6 |
| 5.2 Structure de répartition du travail (SRT) | 7 |
| 5.3 Gestion des données | 7 |
| 6.0 PRODUITS LIVRABLES | 7 |
| 6.1 Généralités | 7 |
| 6.2 Calendrier optimal de livraison | 7 |
| 6.3 Matériel fabriqué | 7 |
| 6.4 Documentation | 7 |

LISTE DES ACRONYMES

Les acronymes figurant sur la liste suivante sont utilisés dans le présent énoncé des travaux.

| <u>Acronyme</u> | <u>Définition</u> |
|-----------------|--|
| RT | Responsable technique |
| AC | Autorité contractante |
| AQ | Assurance de la qualité |
| JDT | Jeu de documents techniques |
| DAFC | Dépôt d'approvisionnement des Forces canadiennes |

1.0 PORTÉE

- 1.1 Objet : Le présent énoncé des travaux (EDT) définit les travaux qui seront nécessaires pour fabriquer et livrer les échelles de tir du mortier 81 mm en forme d'éventail, lesquelles doivent satisfaire aux exigences décrites plus en détail à la rubrique 3.0 Exigences ci-dessous.
- 1.2 Contexte : Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin d'échelles de tir du mortier 81 mm en forme d'éventail pour ses munitions actuellement en service. Les échelles de tir du mortier en forme d'éventail proposées seront utilisées avec la planche de traçage Mk 1, dans le cadre de l'exploitation et de l'entraînement pour le calcul des réglages en hauteur adéquats et, le cas échéant, des réglages des fusées à déclenchement retardé pour la munition de 81 mm pertinente. Cette acquisition vise à remplacer la procédure actuelle de calcul sur les tables de tirs pour les hauteurs et des réglages de fusées.

2.0 DOCUMENTS PERTINENTS

- 2.1 Ordre de préséance des documents : En cas de divergence entre les documents mentionnés aux présentes et le contenu du présent énoncé des travaux (EDT), le contenu de l'EDT aura préséance.
- 2.2 Documents du MDN :

| <u>Documents du MDN</u> | <u>Description</u> |
|-------------------------|---|
| B-GL-371-017/FP-002 | Mortier de 81 mm |
| D-01-400-002/SF-000 | Dessins, ingénierie et listes connexes |
| D-02-002-001/SG-001 | Marque d'identification standard des biens militaires canadiens |

2.3 Normes militairesNormes militairesDescription

MIL-STD961D

C-71-192-000/série DF

Pratique courante du ministère de la Défense – Spécification de défense
Table de tir de mortier de 81 mm du type HE C70A1 et éclairage C105.
Table de tir de mortier de 81 mm du type HE C70A2.
Table de tir de mortier de 81 mm du type fumigène C146.

2.4 Autres publications

FED STD595

ISO 10005

Couleurs

Lignes directrices pour les plans qualité.

2.5 Tableau des dessins du JDT pertinent

| Numéro du dessin | Description |
|------------------|--|
| 0079289 | JDT de l'échelle de tir (comprenant les données ci-dessous) |
| | Dessins de l'échelle de tir en forme d'éventail (3 feuilles) |
| 0079290 | Dessin de la rondelle de laiton (1 feuille) |
| DL-0079289-3 | Fichiers électroniques relatifs à la munition C 70A1 |
| DL-0079289-4 | Fichiers électroniques relatifs à la munition C 70A2 |
| DL-0079289-1 | Fichiers électroniques relatifs à la munition C 146 |
| DL-0079289-2 | Fichiers électroniques relatifs à la munition C 105 |

3.0 **EXIGENCES**

3.1 Généralités : L'entrepreneur doit fabriquer et fournir des échelles de tir du mortier 81 mm en forme d'éventail satisfaisant, au minimal, aux exigences décrites en détail dans le présent Énoncé des travaux (EDT).

3.2 Matériaux :

3.2.1 Les échelles de tir en forme d'éventail doivent être fabriquées au moyen du nouveau polyester possédant le même coefficient de dilatation que la

planche de traçage Mk 1. On ne doit pas utiliser de matériaux recyclés pour la fabrication de ce produit.

- 3.2.2 Le pivot de l'échelle de tir en forme d'éventail doit être fait d'un anneau en laiton inséré dans cette dernière conformément au dessin de conception n° 0079289 figurant dans le JDT, à la rubrique 2.5. Le laiton utilisé sera du laiton jaune SAE convenant à une application de bague de coussinet.
- 3.2.3 L'encre ne doit pas se détériorer dans des conditions d'usure normale, il doit être noir, il ne doit pas s'étendre, indélébile et il doit être permanent.
- 3.2.4 Tous les matériaux servant à la fabrication des échelles de tir du mortier 81 mm en forme d'éventail doivent pouvoir résister à des dommages dus à des températures inclémentes variant de – 30 à + 40 degrés Celsius. Les échelles de tir en forme d'éventail du mortier doivent résister au fissurage ou à la fusion à l'intérieur de cette plage de température.
- 3.3 Dimensions : Toutes les échelles de tir en forme d'éventail fabriquées doivent être conformes aux dimensions spécifiées dans les dessins figurant à la rubrique 2.2. La précision de l'emplacement de la table balistique sur l'éventail doit être de + ou - 0,002 pouces à partir du point de départ.
- 3.4 Gravure : Sur les bords intérieurs des fentes coniques de toutes les échelles de tir du mortier en forme d'éventail, on doit graver des lignes représentant les charges et les hauteurs correspondantes aux diverses portées de la nature particulière de la munition.
- 3.5 Matériel de référence
 - 3.5.1 Une planche de traçage Mk 1 (MSN 1220-99-962-0287) avec laquelle doivent s'interfacer les échelles de tir du mortier en forme d'éventail sera fournie à l'entrepreneur aux fins de vérification de l'aspect, de l'ajustement et du fonctionnement.
 - 3.5.2 Le JDT mentionné ci-dessus, à la rubrique 2.0, comprend des dessins de niveau 2 de la construction de l'échelle de tir du mortier en forme d'éventail ainsi que des fichiers DXF sur les données balistiques devant être gravées sur les échelles de tir du mortier en forme d'éventail.
- 3.6 Emballage
 - 3.6.1 Les critères usuels de l'industrie en matière d'emballage sont acceptables. Il est nécessaire que tous les articles fabriqués quittent l'établissement de l'entrepreneur dans un état assurant qu'aucun dommage ne se produise en cours de route vers le DAFC. Chaque échelle de tir du mortier en forme d'éventail doit être emballée individuellement et porter sur une étiquette le

MSN, le type d'AN de la table de tir de mortier en forme d'éventail (type de munition), le nom du fabricant et la date de fabrication.

4.0 ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- 4.1 Spécifications : L'entrepreneur doit fournir au RT du MDN toutes les spécifications techniques de tous les matériaux qu'il a l'intention d'utiliser dans la fabrication des échelles de tir du mortier en forme d'éventail.
- 4.2 Vérification/contrôle des premiers articles de production : Lorsque les premiers articles quittent la chaîne de production d'une échelle de tir en forme d'éventail de chaque type de munition, le MDN inspectera et vérifiera si cette échelle de tir en forme d'éventail est conforme à l'EDT et aux ensembles de dessins connexes. Si elle n'est pas conforme, aucune production supplémentaire ne débutera avant que le RT ou le représentant de l'AQ du MDN n'ait accepté les corrections requises. Toutes les corrections et les approbations seront effectuées par écrit. Une fois toutes les échelles de tir du mortier en forme d'éventail fabriquées, le RT ou le représentant de l'AQ du MDN vérifiera si toutes les échelles de tir du mortier en forme d'éventail fabriquées sont conformes à l'EDT et aux dessins connexes.

5.0 GESTION DU PROGRAMME

- 5.1 Liaison avec le responsable technique (RT) : Afin de faciliter l'achèvement du processus de fabrication, le RT du MDN sera disponible pour rencontrer l'entrepreneur, au besoin. Une fois le contrat attribué, le RT du MDN et l'autorité contractante rencontreront, au besoin, l'entrepreneur pour s'assurer que toutes les exigences techniques sont bien comprises. Cette réunion aura lieu dans les locaux du MDN ou aux installations de l'entrepreneur ou encore à un endroit convenant au RT du MDN et à l'entrepreneur. La décision finale quant à l'endroit où se tiendra cette réunion, le cas échéant, revient au RT du MDN.
- 5.2 Structure de répartition du travail (SRT) : L'entrepreneur doit fournir un aperçu détaillé des efforts de fabrication au RT du MDN sous forme d'une structure de répartition du travail (SRT), et cette exigence sera obligatoire à la clôture des soumissions. Des mises à jour de la SRT doivent être fournies à la demande du RT. La SRT doit également décrire tout travail réalisé par des sous-traitants en vertu du présent contrat.
- 5.3 Gestion des données : L'entrepreneur doit informer le RT du MDN au moyen d'un rapport de situation écrit au moins une fois par deux semaines de la progression de la fabrication du produit associé au présent EDT. Le

format et les précisions relatifs à ce rapport seront fermement établis lors de la première réunion du MDN et de l'entrepreneur après l'attribution du contrat.

6.0 PRODUITS LIVRABLES

- 6.1 Généralités : L'entrepreneur doit fabriquer cent échelles de tir de mortier en forme d'éventail pour chacun des types de munition, pour un total de 400 échelles de tir du mortier en forme d'éventail. L'entrepreneur doit aussi fournir un plan de livraison optimum pour chaque type de munitions dans des chargements de 100 unités.
- 6.2 Calendrier optimal de livraison : Les produits livrables mentionnés à la rubrique 6.1 doivent être livrés au plus tard le 30 août 2013. En cas d'incapacité à respecter cette date, le fabricant doit présenter un calendrier optimal de livraison à la clôture des soumissions.
- 6.3 Matériel fabriqué : Les échelles de tir du mortier en forme d'éventail fabriquées doivent être emballées conformément à l'article 3.6 ci-dessus et livrées à DAFC 25, Montréal (Québec).
- 6.4 Documentation : L'entrepreneur doit fournir au MDN des copies de toute la documentation qu'il a produite à la suite de l'exécution des travaux figurant dans le présent EDT. Toute modification de la documentation fournie en vertu de cet EDT deviendra propriété du MDN.

ANNEXE B

CRITÈRES OBLIGATOIRES

Remarque: Les soumissionnaires doivent indiquer s'ils respectent les exigences obligatoires de l'Énoncé des travaux (EDT) dans le tableau ci-dessous. Une proposition doit satisfaire à tous les cinq (5) critères d'évaluation obligatoires pour qu'elle soit déclarée recevable.

| <u>Critères obligatoires</u> | | <u>Énoncé de conformité du soumissionnaire</u> | <u>Preuve de conformité du soumissionnaire</u> | <u>Conformité</u> (Cette colonne est seulement réservée à l'équipe d'évaluation.) | |
|------------------------------|--|--|--|--|------|
| Section 3.1 de l'EDT | 1. Généralités: L'entrepreneur doit fabriquer et fournir des échelles de tir du mortier 81 mm en forme d'éventail satisfaisant, au minimal, aux exigences décrites en détail dans l'Énoncé des travaux (EDT). | | | "C" | "NC" |
| Section 3.2.1 de l'EDT | 2. Les échelles de tir en forme d'éventail doivent être fabriquées au moyen du nouveau polyester possédant le même coefficient de dilatation que la planche de traçage Mk 1. On ne doit pas utiliser de matériaux recyclés pour la fabrication de ce produit. | | | "C" | "NC" |
| Section 3.2.2 de l'EDT | 3. Le pivot de l'échelle de tir en forme d'éventail doit être fait d'un anneau en laiton inséré dans cette dernière conformément au dessin de conception n° 0079289 figurant dans le jeu de documents techniques (JDT), à la rubrique 2.5. Le laiton utilisé sera du laiton jaune SAE convenant à une application de bague de coussinet. | | | "C" | "NC" |
| Section 3.2.3 de l'EDT | 4. L'encre ne doit pas se détériorer dans des conditions d'usure normale, il doit être noir, il ne doit pas s'étendre, indélébile et il doit être permanent. | | | "C" | "NC" |

| <u>Critères obligatoires</u> | | <u>Énoncé de conformité du soumissionnaire</u> | <u>Preuve de conformité du soumissionnaire</u> | <u>Conformité</u> (Cette colonne est seulement réservée à l'équipe d'évaluation.) |
|------------------------------|--|--|--|--|
| Section 3.2.4 de l'EDT | 5. Tous les matériaux servant à la fabrication des échelles de tir du mortier 81 mm en forme d'éventail doivent pouvoir résister à des dommages dus à des températures inclémentes variant de – 30 à + 40 degrés Celsius. Les échelles de tir en forme d'éventail du mortier doivent résister au fissurage ou à la fusion à l'intérieur de cette plage de température. | | | "C" "NC" |
| Section 3.3 de l'EDT | 6. Dimensions: Toutes les échelles de tir en forme d'éventail fabriquées doivent être conformes aux dimensions spécifiées dans les dessins figurant à la rubrique 2.0. La précision de l'emplacement de la table balistique sur l'éventail doit être de + ou - 0,002 pouces à partir du point de départ. | | | "C" "NC" |
| Section 3.4 de l'EDT | 7. Gravure: Sur les bords intérieurs des fentes coniques de toutes les échelles de tir du mortier en forme d'éventail, on doit graver des lignes représentant les charges et les hauteurs correspondantes aux diverses portées de la nature particulière de la munition. | | | "C" "NC" |
| Section 3.5.2 de l'EDT | 8. Le jeu de documents techniques (JDT) mentionné ci dessus, à la rubrique 2.0, comprend des dessins de niveau 2 de la construction de l'échelle de tir du mortier en forme d'éventail ainsi que des fichiers DXF sur les données balistiques devant être gravées sur les échelles de tir du mortier en forme d'éventail. | | | "C" "NC" |

| <u>Critères obligatoires</u> | | <u>Énoncé de conformité du soumissionnaire</u> | <u>Preuve de conformité du soumissionnaire</u> | <u>Conformité</u> (Cette colonne est seulement réservée à l'équipe d'évaluation.) |
|------------------------------|--|--|--|--|
| Section 4.1 de l'EDT | <p>9. <u>Spécifications:</u> L'entrepreneur doit fournir au RT (Responsable Technique) du MDN (Ministère de la Défense Nationale) toutes les spécifications techniques de tous les matériaux qu'il a l'intention d'utiliser dans la fabrication des échelles de tir du mortier en forme d'éventail.</p> | | | "C" "NC" |
| Section 5.1 de l'EDT | <p>10. <u>Liaison avec le responsable technique (RT):</u> Afin de faciliter l'achèvement du processus de fabrication, le RT du MDN sera disponible pour rencontrer l'entrepreneur, au besoin. Une fois le contrat attribué, le RT du MDN et l'autorité contractante rencontreront, au besoin, l'entrepreneur pour s'assurer que toutes les exigences techniques sont bien comprises. Cette réunion aura lieu dans les locaux du MDN ou aux installations de l'entrepreneur ou encore à un endroit convenant au RT du MDN et à l'entrepreneur. La décision finale quant à l'endroit où se tiendra cette réunion, le cas échéant, revient au RT du MDN.</p> | | | "C" "NC" |
| Section 5.2 de l'EDT | <p>11. <u>Structure de répartition du travail (SRT):</u> L'entrepreneur doit fournir un aperçu détaillé des efforts de fabrication au RT du MDN sous forme d'une structure de répartition du travail (SRT), et cette exigence sera obligatoire à la clôture des soumissions. Des mises à jour de la SRT doivent être fournies à la demande du RT. La SRT doit également décrire tout travail réalisé par des sous-traitants en vertu du présent contrat.</p> | | | "C" "NC" |

APPENDICE 1

ANNEXE 1 – PRIX POUR PRODUITS LIVRABLES

Le ministère de la Défense nationale (MDN) souhaite acquérir des pièces de rechange nécessaires pour le fonctionnement de la planche de traçage MK 1 utilisée dans le calcul de l'information de tirs pour les munitions de mortiers 81 mm des Forces Armées canadiennes. Le MDN a besoin de quatre (4) différents types de pièces de rechange qui sont des échelles de tir de mortiers 81 mm en forme d'éventail, qui vont être utilisées avec la planche de traçage Mk 1 dans le cadre d'opérations et d'entraînements pour le calcul de réglages en hauteur adéquats et le cas échéant, de réglages de fusées à déclenchement retardé pour les munitions de 81 mm qui sont applicables.

Tableau pour Annexe 1 – Prix pour produits livrables

Liste des quatre (4) différents types d'échelles de tir de mortiers 81 mm en forme d'éventail

| <u>Article</u> | <u>NNO</u> | <u>Description</u> | <u>Numéro de pièce</u> | <u>Quantité</u> | <u>Prix unitaire</u> | <u>Prix total</u> |
|----------------|------------------|--------------------------|------------------------|-----------------|----------------------|-------------------|
| 1 | 1220-20-001-5293 | Échelle de tir graphique | | 100 | | |
| 2 | 1220-20-001-5308 | Échelle de tir graphique | | 100 | | |
| 3 | 1220-20-001-5309 | Échelle de tir graphique | | 100 | | |
| 4 | 1220-20-001-5310 | Échelle de tir graphique | | 100 | | |